

MÉDICAMENT

Les raisons d'une crise

Réelle, artificielle ou planifiée, la pénurie de médicaments qui persiste depuis près de deux ans met de la pression sur notre système de santé, prenant en otage la santé de la population. De quelque nature qu'elle soit, cette pénurie renseigne sur la défaillance d'un secteur moribond.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Le patient algérien est pris en otage entre grèves successives des personnels médicaux et pénurie de médicaments.

Antihypertenseurs, antalgiques, anticancéreux, certains antidépresseurs, et autres médicaments pour cardiopathie... la liste est longue. En tout, plus de 300 produits en rupture de stock dont 160 prescrits pour les maladies chroniques, manquent, au grand dam des patients. Même les pharmacies des hôpitaux enregistrent plusieurs produits manquants.

Selon le secrétaire général du Syndicat national des pharmaciens d'officine, Snapo, M. Abed, c'est un problème qui «dure et perdure» depuis octobre 2009. Dénoncé plusieurs fois, en vain ! La situation ne fait qu'empirer, d'après les propos de M. Zemmouchi, vice-président du Snapo. Pourtant, l'importation des médicaments représente 70% du marché contre 30% de production locale.

Deux causes avancées pour expliquer la pénurie : les difficultés administratives et le manque d'approvisionnement en matière première. S'ajoute à cela l'interdiction d'importation de quelque 359 médicaments, s'accordent à dire les pharmaciens. Le vice-président du Snapo explique cette pénurie par un manque d'organisation du marché du médicament, notamment sur le plan interne. «Il serait prétentieux de dire que le marché est maîtrisé» affirme-t-il.

De l'aveu du D^r Mellah, président de l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie, Unop, pour les médicaments importés, la responsabilité incombe au titulaire de la décision d'enregistrement dans le pays. «Il est reconnu de façon internationale que le premier responsable de la qualité et de la disponibilité d'un produit sur un marché est le titulaire de la décision d'enregistrement dans le pays, qui est donc le responsable pharmaceutique du produit» explique-t-il.

Il soutient que dans les pays développés, le titulaire de cette autorisation de mise sur le marché doit être unique et basé dans le pays. «Or, en Algérie, notre réglementation permet à une société étrangère d'obtenir une décision d'enregistrement sans avoir de présence locale, en confiant ensuite l'importation du produit à plusieurs importateurs. Ces derniers étant concurrents entre eux, l'information ne circule pas, et donc il suffit que l'un d'entre eux soit défaillant dans ses approvisionnements, pour que le marché entier soit perturbé, et qu'on vive des tensions sur le marché, hautement préjudiciables pour les patients».

Quant aux produits de fabrication locale, le D^r Mellah déplore l'environnement, paré d'em-



La pénurie risque de durer longtemps.

Photo s: Samir Sid

bûches, des industriels du médicament en Algérie. «Lettre de crédit, bureaucratie, délais de dédouanement excessifs, difficultés à obtenir certaines autorisations... sont autant d'écueils qui peuvent perturber la marche d'un laboratoire pharmaceutique. Ajoutons à cela, une circulation de l'information aléatoire, qui fait que lorsque deux laboratoires fabriquent le même produit, la défaillance de l'un d'entre eux pour une raison ou une autre n'est constatée par le deuxième fabricant qu'une fois la tension sur le marché déclarée. Or, l'environnement dans lequel nous évoluons ne permet pas de réelle réactivité, pour les raisons citées précédemment», note notre interlocuteur.

La maladie, une ressource lucrative

Cette pénurie profiterait, selon le SG du Snapo, «aux lobbies du médicament».

A ceux qui ne veulent pas que l'Algérie avance, que l'Algérie puisse avoir sa propre production nationale. Des gens qui veulent garder le monopole du médicament, et ce, aux détriments des malades. «Elle profite à tous ceux qui veulent gérer dans la facilité leurs stocks de médicaments et imposer leurs lois sur le marché», souligne de son côté M. Zemmouchi.

A noter qu'une pénurie peut avoir un impact à la hausse sur le prix du médicament. La maladie devient ainsi une ressource renouvelable et très lucrative.

Pharmaciens et patients désespérés

Les ruptures de stock sont de véritables casse-tête pour les pharmaciens. En effet, lorsque le médicament indiqué sur une prescription est introuvable, les pharmaciens souvent bien intentionnés, se rabattent sur des médicaments génériques moins coûteux, qui s'avèrent souvent moins efficaces. Et encore faut-il trouver ces génériques. Un manque y est enregistré.

«Des produits destinés aux maladies chroniques, notamment le diabète, les cardiopathies et l'hypertension, font défaut,

comme, la pilule et certains antalgiques. Cela fait plus de sept mois que cela dure», nous confie H. Mohamed, cogérant d'une pharmacie à la rue Belouizdad.

Selon notre interlocuteur, une rareté dans certains génériques est aussi enregistrée. Le Modiuritic en comprimés prescrit pour les maladies cardiovasculaires n'est pas disponible, de même que le générique tel que le Déril, révèle le pharmacien. En outre, Glucophage et son générique ainsi que l'insuline, médicaments destinés aux diabétiques, se font rares.

Les parkinsoniens souffrent du manque de Levomed et du Modopar. Des antibiotiques tels que l'Oxacilline en sirop sont indisponibles. «Étant pharmacien, je peux vous dire que je vis cette pénurie de plein fouet. Il est bien sûr évident que ces ruptures engendrent une surcharge de travail pour les pharmaciens, qui font des efforts afin de satisfaire des patients souvent en manque de compréhension», certifie un autre pharmacien. Et d'ajouter «il semble que le phénomène de pénurie soit de plus en plus répandu». Ce sont des patients désespérés que nous avons rencontrés dans les pharmacies d'Alger. «Ma gynécologue m'a prescrit du Lutényl. J'ai ratissé un grand nombre de pharmacies sans en trouver. Je suis obligée d'aller revoir mon médecin pour une nouvelle prescription», nous confie Amina.

Furieux, Mohamed, un quinquagénaire, brandissant une ordonnance à la main : «Il est déplorable de laisser les patients sans médicaments. Trouver du Glucophage ou son générique relève du parcours du combattant. On nous parle de facture d'importation qui ne cesse de s'alourdir, mais beaucoup de produits médicamenteux manquent». Et ce sont des milliers de patients dans la même situation.

Les solutions ?

La majorité des opérateurs et des pharmaciens rencontrés s'accordent à dire que la solution réside en la promotion de l'investissement national. Les lois existent mais ce sont leurs applications qui

sont défaillantes. Qu'il y ait une réelle volonté politique, affirment le Snapo et l'Unop, est indispensable. Pour ce dernier, il est primordial de mettre un frein à la bureaucratie, d'encourager les investisseurs algériens en leur facilitant la tâche. De son côté, le Snapo propose depuis longtemps, la création d'une centrale d'achat du médicament. Celle-ci, en cas de pénurie, se chargerait de s'ap-

provisionner en quantités «transitoires» de médicaments pour juguler les pénuries, d'après M. Zemmouchi.

«La meilleure solution est d'encourager notre industrie nationale et d'augmenter ses parts de marché, en améliorant l'environnement dans lequel elle évolue» indique le D^r Mellah. Ainsi, selon lui, une remise à niveau de la réglementation est indispensable pour qu'elle intègre la notion de responsabilité pharmaceutique avec toutes les obligations que cela imposera au titulaire de la décision d'enregistrement qui doit être basé en Algérie.

L'importation doit être réservée à des établissements pharmaceutiques comme cela se fait partout dans le monde, explique notre interlocuteur. Ce dernier affirme que «le ministre de la Santé nous a assuré lors de notre rencontre du 14 juillet, que tous ces dossiers seront abordés lors de rencontres thématiques concernant chaque problématique, en vue d'atteindre une couverture de 70% et de sécuriser le marché au bénéfice des patients, dont la satisfaction demeure notre première priorité».

Néanmoins, la situation ne pourrait s'améliorer que d'ici 3 ou 4 mois, estime M. Zemmouchi, soit le temps de régler le problème d'approvisionnement. En attendant, ce sont les malades qui payent les frais de la pénurie, prenant leur mal en patience.

W. Z.

EN RAISON D'UNE GRÈVE DES DISTRIBUTEURS

Grave tension sur le lait à Tizi-Ouzou

L'ex-Orlac de Draâ Ben Khedda, jadis fleuron de l'industrie agroalimentaire, vit des tensions à ne pas en finir.

90 distributeurs de lait agréés qui desservent toute la wilaya de Tizi-Ouzou, la partie ouest de Boumerdès et la partie nord de Bouira sont en grève illimitée depuis dimanche dernier, livrant pas moins de 3 300 litres/jours.

Ces distributeurs qui observent un sit-in devant l'entrée de l'usine ont eu leur relation de transit avec le service commercial se dégrader au point où le conflit a pris des proportions régionales. Tout a commencé avec ces cumuls incompréhensibles de retard des chargements. «Un véhicule doit faire la chaîne dès cinq heures du matin pour ne prendre sa livraison qu'à dix heures. Souvent le lait se dégrade, il est presque caillé, on refuse de nous le reprendre à l'usine. Nombre de nos clients se plaignent de la qualité douteuse du lait...», nous confie un distributeur.

Les griefs contre les gérants de cette laiterie sont multiples : absence de dialogue, autoritarisme et mépris. Les distributeurs ne décolèrent pas. «On refuse de me fournir ma quote-part du camembert Tassili, c'est une forme de chantage. Pourtant, ce sont les livreurs qui représentent l'image de l'usine», assène un revendeur, vite relayé par d'autres. «Regarde cette 404 bâchée, c'est un briseur de grève qui écoule du lait de vache à 40 DA le sachet sans la moindre condition d'hygiène ni factures !»

Les livreurs dénoncent aussi les manœuvres de la direction de la laiterie pour discréditer leur protestation. «Ils disent que notre grève a engendré dès le premier jour un stock de 85 000 litres. D'où vient ce chiffre ? Tout le lait pasteurisé a été écoulé. C'est du lait de vache brut, fruit des collectes quotidiennes chez les petits éleveurs qu'on fourgue au citoyen à 40 DA au lieu de 35 DA le sachet», tonne encore un livreur.

Tous nos efforts pour rencontrer les responsables de la laiterie ont été vains. «Ils sont en réunion, revenez ce soir...», nous a-t-on dit. A l'entrée de l'usine, quelques femmes âgées supplient les agents de sécurité pour un sachet de lait. L'usine tourne au ralenti. Une impression de démission enveloppe les lieux.

Aujourd'hui encore, des milliers d'enfants devraient se passer du lait. Quand on gère un produit de première nécessité tel le lait, on n'a pas le droit de verser dans le défi et encore moins dans la légèreté.

Dernier regard sur l'ex-Onalait, jadis fierté de Draâ Ben Khedda, alors qu'aujourd'hui, il est devenu une simple SPA.

Tayeb Bouamar